

PEROU

Vers un nouveau pacte fondateur

Après la période la plus intense et la plus longue de violence dans l'histoire du pays (période durant laquelle l'Etat a montré son incapacité à garantir la sécurité humaine), un processus de réconciliation nationale est nécessaire. Ceci implique la mise en place d'un nouveau pacte fondateur entre l'Etat et la société, visant la construction d'un pays qui doit se reconnaître comme multiethnique, multiculturel et multilingue. Ce rapport fait la synthèse des conclusions de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR).¹

Conferencia Nacional sobre Desarrollo Social (CONADES)

Milagros Varela

Incapacité de l'Etat à garantir la sécurité humaine

Le conflit armé interne que le Pérou a vécu entre 1980 et 2000 a été le plus intense, le plus généralisé et le plus long de l'histoire du pays. Selon la meilleure estimation, il y a eu 69.280 victimes, sur lesquels 79% étaient des paysans, et 75% avaient comme langue maternelle le Quecha ou une autre langue autochtone.

Les principales victimes étaient les populations rurales pauvres et non instruites des Andes et de la jungle, les Quechas et les Ashaninkas. Les Péruviens dans l'ensemble n'ont ni ressenti ni assumé cette tragédie comme la leur ; et les événements ont révélé l'incapacité de l'Etat à garantir l'ordre public, la sécurité humaine ou les droits fondamentaux de ses citoyens dans un cadre démocratique.

Sendero Luminoso (le Sentier Lumineux)

La principale cause immédiate de l'éclatement du conflit armé interne fut la décision du Partido Comunista del Perú-Sendero Luminoso (Parti communiste péruvien-Sentier lumineux) d'entreprendre une « lutte armée » contre l'Etat à un moment (1980) où le pays entrait dans une nouvelle période de démocratie, avec des élections libres. Le Sentier Lumineux a été le principal auteur des crimes et des violations des droits humains et a été responsable de 54% des pertes en vies humaines.

Le groupe agissait avec une extrême violence, en ayant recours à la torture et la brutalité comme formes de sanctions et d'intimidation de la population qu'il cherchait à contrôler, y compris ses propres activistes. Il provoquait délibérément l'Etat pour le pousser à réagir de manière excessive, en évoquant la possibilité d'un génocide et en manifestant un sentiment de supériorité sur les populations autochtones à travers des slogans tels que « payer le prix du sang » (1982), « provoquer le génocide » (1985) et « le triomphe de la révolution coûtera un million de morts » (1988). Le groupe se servait des établissements éducatifs comme centres pour propager son message et recruter des groupes minoritaires de jeunes.

Le Sentier lumineux considérait les paysans comme une masse qui devait être assujettie à la volonté du Parti, afin que la révolte individuelle soit punie par le meurtre et la liquidation sélective, et la révolte collective, par le massacre et l'anéantissement de communautés entières. Ce mouvement et la réaction contre-révolutionnaire qu'il a suscitée, a ranimé et

¹ Comisión de la Verdad y la Reconciliación. www.cverdad.org.pe

militarisé de vieux conflits au sein et entre les communautés. Lima et d'autres villes ont été les scènes de sabotages, d'assassinats ciblés, de grèves organisées et de terrorisme urbain sous forme de voitures piégées.

Le MRTA

Le Movimiento Revolucionario Túpac Amaru, MRTA (Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru), qui démarra la lutte armée contre l'Etat en 1984, a été responsable de 1,5% de toutes les pertes en vies humaines. Le MRTA assumait de manière caractéristique la responsabilité de ses actions ; ses membres portaient des badges distinctifs pour se différencier de la population civile. Le groupe s'abstenait de s'attaquer à des civils non armés et, à certaines occasions, faisait preuve d'ouverture à des négociations. Par ailleurs, le groupe n'hésitait pas à exécuter des dissidents au sein de ses propres rangs. Le MRTA tentait de créer un climat qui pousserait la population à accepter l'idée que la violence était une mesure politique légitime, mais ceci finit par œuvrer en faveur des politiques contre-révolutionnaires militaristes du gouvernement du président Alberto Fujimori.

La police et les forces armées

Plus de mille membres des forces de police ont perdu la vie ou ont été mutilés durant cette période. Ils n'étaient pas en mesure de s'opposer à leur ennemi de manière effective en raison de leur manque de formation adéquate en matière de mesures contre-révolutionnaires et de l'absence de soutien logistique efficient.

En 1982, le gouvernement chargea les forces armées de combattre les groupes subversifs. Ces forces subirent également de lourdes pertes, avec plus d'un millier de morts. Elles adoptèrent, en premier lieu, la stratégie de la répression aveugle et bien que par la suite, elles ciblerent leur adversaire de manière plus sélective, elles se livraient parfois à des violations systématiques et généralisées des droits humains. Comme la police, leur efficacité avait été compromise par les exécutions sommaires, les enlèvements forcés, la torture, ainsi que des traitements cruels, en particulier à l'égard des femmes. Les officiers supérieurs et leurs subordonnés étaient impliqués dans ces atteintes aux droits humains, soit directement, soit en les autorisant.

En 1989, les forces armées changèrent de stratégie en renonçant à tenter de regagner le territoire pour s'orienter vers l'élimination des Comités populaires du Sentier lumineux. Elles tentèrent d'isoler les éléments militaires du Sentier lumineux et de remporter l'adhésion de la population en commettant moins de violations des droits humains. Face à cette stratégie, le Sentier lumineux opta pour la violence aveugle, non seulement contre les populations Quechua et Ashaninka, mais aussi dans les zones urbaines. En réponse à cette offensive, de nombreux Comités d'autodéfense se constituèrent. Leurs membres étaient tirés des pans les plus pauvres de la paysannerie et infligèrent au Sentier lumineux sa première défaite stratégique dans les zones rurales.

Après leur victoire sur le Sentier lumineux, les forces armées justifèrent le coup d'Etat de 1992 et la trêve conclue entre le gouvernement et les trafiquants de drogue et tombèrent sous le contrôle des officiers supérieurs, qui avaient conclu une alliance avec le gouvernement dictatorial. Les forces armées commencèrent alors à prendre des mesures en dehors de la sphère militaire. Le Système de Défense nationale fut modifié, de même que la Loi sur le Service de renseignements national, et la Loi sur le statut militaire. Ces nouvelles dispositions portaient atteinte aux garanties de procédures régulières, avec l'instauration de tribunaux et des juges « sans visage » et de nouveaux délits criminels tels que « le terrorisme aggravé » et « la trahison contre la nation ».

Cette délégation de pouvoir du gouvernement civil aux forces armées s'est faite avec l'accord tacite d'une large portion de la société péruvienne, en particulier les classes urbaines éduquées qui bénéficiaient des services de l'Etat et qui vivaient dans des zones très éloignées du centre des conflits.

Le rôle de Fujimori

En 1990, au tout début de son mandat, Alberto Fujimori² avait déjà fait preuve de signes de mépris de la démocratie. Il confia les problèmes économiques du pays à des technocrates et prit lui-même le contrôle de la stratégie contre-révolutionnaire. Il recruta, dans les rangs le Service de renseignements de l'armée, des agents dont le plus emblématique était Vladimiro Montesinos. Le Service de renseignements national fut renforcé et la loyauté des chefs militaires fut assurée.

En 1992, l'accent fut mis sur l'élimination sélective des groupes subversifs et l'escadron de la mort Groupe « Colina » fit son apparition sur la scène, en se livrant à des meurtres, des enlèvements forcés et des massacres. Les actions de ce groupe étaient sous la responsabilité de Fujimori et de Montesinos.

En septembre 1992, les chefs suprêmes du Sentier lumineux et du MRTA furent capturés et le gouvernement tira avantage de cette victoire lors des élections.

Durant les dernières années du mandat de Fujimori, le conflit armé interne fut manipulé pour maintenir le président au pouvoir. Le conflit dura de 1980 à 1992, mais le gouvernement conserva une logique de guerre tout au long du mandat de Fujimori, jusqu'en 2000. Le Pérou sombra dans une nouvelle crise économique et le pays montra des signes de corruption, de décadence morale, d'affaiblissement du tissu social et institutionnel et d'un manque total de confiance envers les institutions publiques.

Le pouvoir judiciaire

La renonciation à l'autorité démocratique impliquait également le pouvoir judiciaire. Les autorités judiciaires libérèrent des coupables et condamnèrent des innocents ; leurs responsables ignorèrent le rôle qui leur incombe de garantir les droits des détenus civils, et les membres des forces armées accusés de crimes graves ne furent pas traduits en justice. Dans tous les différends juridiques, la décision était automatiquement en faveur des militaires et l'injustice restait impunie. Entre 1980 et 1992, il n'y avait aucune définition type claire du crime de terrorisme et le processus des poursuites judiciaires était obscur.

En 1992, le pouvoir exécutif commença à intervenir dans le judiciaire. Des magistrats furent renvoyés en masse, remplacés par des nominations temporaires, des organisations furent créées en dehors de la structure du système judiciaire et la cour constitutionnelle cessa de fonctionner. Dans la nouvelle législation, le terrorisme était pénalisé de manière excessive et il devint normal de déclarer le recours à l'habeas corpus inopérant. Tout ceci contribua à une situation dans laquelle les arrestations menaient à la torture. Il y eut des exécutions arbitraires et des enlèvements forcés. Des personnes en détention préventive n'avaient aucune garantie d'un traitement impartial et juste, de nombreuses personnes innocentes furent condamnées à des peines longues et toutes les garanties constitutionnelles furent violées. Après un certain temps, l'Etat se trouva contraint de faire de nouveaux procès, mais ceux-ci

² Alberto Fujimori remporta les élections générales de 1995 avec 56,4% des voix. En avril 1992, il dirigea un coup d'Etat en soutenant que le parlement était corrompu et inefficace. Réélu à une majorité écrasante en avril 1995, il amnistia les militaires et les policiers qui avaient été accusés d'atteintes aux droits humains. Au cours des élections d'avril 2000, en dépit des obstacles constitutionnels, Fujimori fut de nouveau candidat. Enfin, au milieu de scandales de corruption, il s'enfuit au Japon et démissionna en novembre 2000.

reposaient sur des preuves faibles. En conséquence, le système fut discrédité à un tel point que ceci tourna à l'avantage des vrais terroristes des deux camps du conflit – le Sentier lumineux et les groupes qui y étaient liés, ainsi que les escadrons de la mort qui s'étaient attaqués aux dirigeants syndicaux et aux chefs de l'opposition, avec l'appui du gouvernement lui-même.

Il y avait également des attaques violentes des groupes subversifs contre des dirigeants syndicaux, des hommes d'affaires et les cadres des entreprises privées. L'objectif du Sentier lumineux était de détruire les syndicats, alors que le MRTA cherchait à faire travailler les syndicats à son propre profit.

Les églises et les activistes des droits humains

L'Eglise catholique comme les églises évangélistes ont protégé la population contre les crimes et les atteintes aux droits humains. Dès le départ, avec de rares exceptions, l'Eglise catholique a condamné les atteintes aux droits humains commises par l'Etat.

Durant le conflit, des douzaines d'associations de la société civile et d'ONG ont organisé le Comité national de coordination des droits humains, devenu une référence morale et un vecteur qui a permis aux victimes d'exiger la vérité et la justice.

Un travail d'investigation courageux, entrepris par des journalistes, a été indispensable pour identifier les personnes responsables des atrocités. De nombreux journalistes ont risqué leur vie, et dans certains cas, ont perdu la vie. Dès 1980, les médias ont condamné la violence, chaque organisation donnant à l'information une orientation en fonction de son idéologie politique. Toutefois, ils n'ont pas uniformément condamné les atteintes aux droits humains, et certainement pas celles commises par l'Etat, et leurs interprétations étaient ambiguës ou biaisées. Les actes de violence étaient traités et présentés de manière brutale, avec peu de respect manifesté pour les victimes, ce qui a abouti un manque de sensibilité général envers le sujet. Dans certains cas, la logique d'entreprise a pris la priorité, ce qui a mené à une presse à scandales qui, à la fin de 1990, allait de pair avec la méga corruption et l'achat des médias.

Personnes déplacées

La violence armée a réduit des centaines de milliers de Péruviens à la pauvreté et les a chassés des zones où ils habitaient. Ceci a conduit à l'urbanisation forcée, et il y a eu une régression historique dans le mode d'occupation du territoire andin qui limitait les possibilités de développement humain durable.

Les personnes déplacées ont perdu leurs biens et leurs réseaux sociaux et étaient stigmatisés et discriminés dans les endroits où ils se réinstallaient. Toute une génération d'enfants et de jeunes a vu ses chances de développement annihilées. Ces personnes méritent une attention préférentielle de l'Etat.

Réparer les dommages, en punir les auteurs et rendre justice

Dans les années 80 et 90, les gens pouvaient soutenir, dans une certaine mesure, qu'ils n'étaient pas au courant de ce qui se passait ou qu'ils ne le comprenaient pas, mais aujourd'hui, il n'est plus possible d'adopter une telle position. Afin de vivre de manière civilisée, dans la paix et la démocratie, il est essentiel de mener des réformes institutionnelles pour instaurer la primauté du droit et pour empêcher la violence. Ceci fera partie du processus éthique et politique visant à indemniser les victimes et à restaurer leur dignité et est un élément indispensable dans le processus de réconciliation nationale. La situation est doublement aggravée par le fait que les victimes appartiennent aux segments les moins favorisés du pays.

La justice constitue un volet important de ce processus de réparation. Ceci revient à indemniser les victimes pour les dommages subis, punir les auteurs des crimes et mettre un terme à l'impunité. Par exemple, un aspect de la justice et de la réparation symbolique consiste à savoir où les victimes assassinées ont été enterrées qu'elles puissent être identifiées et que les Péruviens soient en mesure de faire le deuil de leurs compatriotes disparus, hommes et femmes. Le Registre national des sites d'inhumation assure cette fonction.

L'objectif général du Programme de réparations intégrales est de « faire des réparations et indemniser pour les atteintes aux droits humains et pour les pertes ou dommages sociaux, moraux et matériels subis par les victimes en raison du conflit armé interne. » Les victimes et les bénéficiaires sont « toutes les personnes ou tous les groupes de personnes qui, en raison ou à la suite du conflit armé interne qui a secoué le pays entre 1980 et 2000, ont pâti des actes ou des omissions qui portent atteinte aux normes du droit international en matière de droits humains. » Les faits suivants sont considérés comme des atteintes aux droits humains : les disparitions forcées, les enlèvements, les exécutions extrajudiciaires, le meurtre, le déplacement géographique, la détention arbitraire, le non-respect de la garantie d'une procédure régulière, le recrutement forcé, la torture, le viol et les lésions, les blessures ou la mort résultant d'attaques en violation du droit humanitaire international. Un « bénéficiaire » est une victime qui recevra une forme de réparation symbolique et/ou matérielle, individuelle et/ou collective.

Le Plan de réparations intégrales associe des formes d'indemnisation individuelle et collective, symbolique et matérielle : a) réhabiliter la mémoire des victimes et leur rendre la dignité ; b) assurer l'éducation et l'assistance en matière de santé mentale ; c) assurer la réparation économique individuelle et collective (programmes pour la reconstruction institutionnelle, le développement communautaire, les services de base et la création de revenu).

Le but majeur de la réconciliation nationale est de voir tous les Péruviens réaliser la pleine citoyenneté, ce qui revient à mettre en place un nouveau pacte fondateur entre l'Etat et la société péruvienne, et entre les membres de cette société. La réconciliation devrait avoir lieu aux niveaux personnel et familial, dans les organisations au sein de la société, et dans la reformulation des relations entre l'Etat et la société dans son ensemble. Tout ceci doit être orienté vers l'édification d'un pays qui doit se reconnaître comme multiethnique, multiculturel et multilingue.